

Rentrer dans le rang ?

Après avoir longtemps fait cavalier seul, dans la conception et la mise en œuvre des politiques économiques aussi bien que dans les résultats macro-économiques, la Hongrie a engagé depuis mi-2006 un virage qui semblait la ramener dans le droit chemin de l'orthodoxie financière, telle une brebis égarée guidée par les bergers de la Commission Européenne, du FMI et de la Banque Mondiale.

Après avoir engagé une première purge fiscale douloureuse, le gouvernement de Ferenc Gyurcsany, plongé dans la tourmente financière internationale, se trouve à nouveau confronté à des choix difficiles. La déflagration financière qui a touché la Hongrie à l'automne l'a conduit à resserrer la contrainte budgétaire et monétaire, dans un nouveau mouvement destiné à rassurer les marchés de capitaux. Il n'est toutefois pas certain que ces options suffisent à ramener vers la Hongrie les investisseurs qu'elle attend, compte tenu des fragilités structurelles de son système financier.

I. - Evolution macroéconomique

Depuis la mi-2006, l'activité économique a été marquée du sceau de l'austérité. En 2007, dans un contexte d'inflation forte (8 %), alimentée par la hausse des prix agricoles et de l'énergie partiellement suivie par celle des salaires, la croissance du PIB avait été moins élevée que prévu (1,3 % contre 3 % annoncés), freinée par les mesures du plan de redressement des finances publiques élaboré en 2006 par le gouvernement de coalition. Touchée par la diminution des revenus disponibles réels (- 6 % sur l'ensemble de l'année) consécutive à la hausse des taxes indirectes et des prix réglementés (énergie, transports publics), la consommation des ménages baissait de 1,9 %. L'investissement productif restait atone, découragé par les coupes dans les projets publics tels que l'extension du réseau autoroutier ; les entreprises étaient également rebutées par le haut niveau des taux d'intérêt, les faibles perspectives de croissance domestique et l'incertitude grandissante sur le marché des fonds prêtables. Faute de croissance de la demande intérieure, c'est le dynamisme retrouvé des exportations (+ 16,2 % sur l'année) assurées par un secteur industriel résilient (+8,1 %), qui soutenait l'activité économique.

Le principal résultat positif de l'année 2007 concernait les soldes publics et extérieurs. Grâce à une meilleure collecte fiscale et des charges d'intérêt sur la dette publique plus faibles que prévu, les finances publiques enregistraient une amélioration sans précédent depuis 10 ans : le déficit du budget général des administrations publiques était ramené de 9,3 à 5,5 % du PIB. Dans le même temps, les principaux soldes de la balance des paiements se redressaient : la balance commerciale enregistrait un excédent de 1,4 milliards d'euros contre un déficit de 922 millions en 2006, ceci réduisant d'un point de PIB le déficit du compte courant (de 6 à 5 %). Enfin, au terme d'une année politique difficile en tous points, le gouvernement hongrois pouvait tout de même se satisfaire d'avoir été le premier des 27 membres de l'Union Européenne à obtenir la ratification, le 17 décembre 2007, du traité constitutionnel de Lisbonne.

Pour 2008, les prévisions de croissance s'étagaient entre 2,4 % (Banque centrale) et 3,5 % (institut de conjoncture GKI), pour une inflation tournant autour de 5 %. Mais, au cours du

premier semestre 2008, le climat des affaires s'est à nouveau détérioré : selon l'enquête menée par l'institut GKI, l'appréciation de la situation économique par les ménages, continuellement négative depuis juin 2006, a atteint en mai son niveau le plus faible depuis 13 ans ; l'indice de confiance des entreprises, au plus bas depuis 3 ans. reproduisait ce mouvement.

Toutefois, dans un contexte marqué par des turbulences politiques internes et la diffusion de l'incertitude financière mondiale, certains résultats encourageants ont nuancé les moroses perspectives du début d'année. La production agricole, qui avait chuté de 16 % en 2007, s'est largement redressée (+ 22 % selon les estimations de juillet 2008). Les récoltes de blé, d'orge et de colza sont annoncées en hausse de 20 à 35 %, celle de maïs devrait atteindre des niveaux qualifiés d'historiques. Même si le poids du secteur agricole dans l'économie hongroise s'est considérablement réduit durant les dernières années (il ne représente désormais plus que 3 % du PIB et emploie 5 % de la population active), ce regain sectoriel devrait exercer un impact positif sur la croissance du PIB de 1 à 1,5 points. Relayé par les bonnes performances de l'industrie (+ 10 % estimés) et la construction (+ 3 %), le rebond agricole a pu laisser penser un moment que la croissance du PIB pourrait atteindre 3 % sur l'année, soit le niveau de croissance potentielle estimé par le FMI. La crise financière mondiale de l'automne a remis en cause ces prévisions, directement par l'impact des difficultés financières occidentales sur le système financier hongrois, et indirectement par l'effet du ralentissement européen sur les exportations hongroises.

En 2008, les politiques conjoncturelles ont continué à se situer à rebours de la croissance. La loi de finances reposait sur une hypothèse de croissance du PIB de 2,8 % et un taux d'inflation de 4,5 %. Pour la première fois, le document prévoyait une diminution des dépenses en termes réels (de 0,6 % du PIB). Cette restriction budgétaire permettait d'envisager un déficit public de 4,1 % du PIB (l'objectif affiché pour 2009 restant maintenu à 3 %), pour une dette publique ramenée à 61 % du PIB. L'examen par le Conseil Ecofin du 12 février 2008 de la poursuite du plan de convergence hongrois s'est, comme en septembre 2007, soldé par un satisfecit, mais aussi par une exhortation à poursuivre les réformes structurelles engagées dans le domaine de la santé, des retraites et de l'éducation. L'année budgétaire 2008 fait apparaître une réduction plus rapide que prévu du déficit, qui devrait atteindre 3,6 à 3,7 % du PIB, contre les 4,1 % programmés dans la loi de finances. L'effort envisagé sur les dépenses s'est concrétisé, la masse salariale de la fonction publique ayant subi une diminution significative et les investissements publics ayant également diminué en valeur absolue. L'amélioration inattendue du solde budgétaire peut être aussi attribuée en partie, à une collecte fiscale meilleure que prévue, obtenue par la hausse de la pression fiscale indirecte, l'élargissement de l'assiette fiscale et sociale. Pour 2009, le FMI préconise de tenir l'objectif d'un déficit à environ 3 % du PIB en introduisant un paquet de mesures fiscales neutres pour les revenus mais destinées à renforcer l'incitation au travail déclaré. Il s'agit notamment de simplifier le système fiscal, de manière à limiter les coûts de mise en conformité des agents et diminuer les opportunités d'évasion fiscale ; à moyen terme, l'objectif serait de réduire la taxation du travail en lui substituant une taxe sur la propriété.

Dans le domaine de la politique monétaire, le début de l'année 2008 s'est caractérisé par deux mouvements contradictoires : un assouplissement externe par la sortie du mécanisme de changes semi fixes liant le forint à l'euro, et un durcissement interne par trois relèvements successifs des taux d'intérêt directeurs au printemps. Déjà durant l'été 2007, la Hongrie avait subi les premiers effets collatéraux de la crise des *subprimes* : le forint n'étant pas une monnaie refuge, le dénouement de certaines positions de change mi-août, lié à une réévaluation des risques par les opérateurs financiers internationaux, avait entraîné une chute de la demande pour cette monnaie et fragilisé son taux de change. Dans ces

conditions, la Banque centrale a longtemps refusé d'assouplir sa politique monétaire malgré les pressions de l'opposition et même du Gouvernement, qui l'accusaient de mettre en péril la reprise économique en bridant les exportations, seul moteur encore dynamique de la croissance. Elle y avait consenti le 25 septembre 2007, abaissant son taux directeur à 7,5%.

La politique de change avait, elle aussi, fait l'objet d'intenses discussions durant l'été 2007, à mesure que l'instabilité des marchés internationaux intensifiait la pression sur le cours du forint. A la fin de février 2008, le Comité de politique monétaire de la Banque centrale décidait, de concert avec le Gouvernement, de mettre un terme au régime de change semi-fixe (qui prévoit, dans le cadre du MCE-2, des marges de fluctuation de + ou - 15 % autour du cours pivot). L'objectif de cette décision était de redonner, grâce au flottement de la monnaie hongroise, des marges de manœuvre la politique de lutte contre l'inflation, tout en freinant le mouvement de dépréciation du forint qui avait tendance à alimenter la hausse des prix (l'élasticité du taux d'inflation à la dépréciation du taux de change est estimée à 15 %). Ces orientations, qui ont été confortées à l'automne par la crise financière internationale, n'ont pas mis un terme pour autant à la volatilité du taux de change du forint : entre mars et septembre 2008, la monnaie hongroise s'est appréciée presque continûment par rapport à l'euro, tandis que la crise financière internationale s'est traduite presque immédiatement par la chute du forint. Entre le 1^{er} et le 15 octobre, le taux de change de la monnaie hongroise par rapport à l'euro s'effondrait de plus de 15 %, forçant la Banque centrale de Hongrie à solliciter le concours de la Banque centrale Européenne à hauteur de 5 milliards d'euros, puis à augmenter brutalement son taux directeur, le portant à 11,5 %. Ces mesures ont permis une détente temporaire sur le taux de change, sans pour autant garantir le pays contre un prochain accès de fièvre des marchés.

Sur le plan interne, la hausse des prix se trouve sur une pente légèrement supérieure à l'objectif de la loi de finances (plus de 5 % contre 4,5 % annoncés). Initialement alimentée par la poursuite du renchérissement de l'énergie pour les ménages (+ 12 %), par les répercussions de celle des prix des produits agricoles de 2007 et les poussées salariales (en mars, la hausse des salaires nominaux a atteint 13,4 % en glissement annuel), la poussée inflationniste a été contrecarrée par la politique monétaire de la Banque centrale qui a augmenté trois fois son taux directeur avant la crise, pour le porter en juin à 8,5 %. Le ralentissement économique consécutif à la tourmente financière devrait faciliter la décrue de l'inflation, même si la dépréciation du forint aura, en tant que telle, un impact inflationniste. Pour 2009, la Banque centrale a révisé ses objectifs d'inflation à 4,2 %, même si la convergence à moyen terme avec les pays de la zone euro nécessiterait de se rapprocher davantage de 3 %.

La vulnérabilité financière de la Hongrie s'est traduite dès le déclenchement de la crise internationale. Confronté à des difficultés croissantes sur les marchés, l'Etat hongrois a dû se résoudre à faire appel aux institutions financières internationales pour faire face à ses obligations. Début novembre, le FMI a accordé à la Hongrie un crédit stand by de 12,3 milliards d'euros (soit 10 fois la quote-part de la Hongrie), destiné à consolider la situation budgétaire et soutenir le système bancaire. En contrepartie, le gouvernement hongrois prévoit des restrictions budgétaires supplémentaires de l'ordre de 2,5 % du PIB, obtenues essentiellement par une contraction des dépenses publiques. Le système bancaire sera soutenu par la création d'un fonds de garantie des crédits interbancaires et d'un fonds de recapitalisation pour les établissements en difficulté. Sur le plan du financement extérieur, le déficit de la balance des transactions courantes devrait être ramené de plus de 6 % à 2,4 % du PIB en 2009, contribuant ainsi à limiter la dépendance de la Hongrie envers les Investissements Directs Etrangers. Outre le FMI, l'Union Européenne apporte 6,5 milliards d'euros et la Banque Mondiale, 1 milliard supplémentaire.

On le voit, l'influence conjuguée des politiques budgétaire et monétaire conduites en 2008 n'a pas été de nature à favoriser la croissance. Il en va de même pour l'environnement international, qui s'assombrissait dès avant le déclenchement de la crise financière : le ralentissement prononcé de l'économie allemande, principal partenaire commercial de la Hongrie, accompagné de celui de la plupart des économies d'Europe occidentale, a rendu plus difficiles les conditions d'exportation, dans un contexte initial d'appréciation du taux de change nominal du forint. La demande intérieure, bien que faible, s'est maintenue : adossée à une légère progression des revenus réels (+0,4 %), la consommation finale des ménages est restée stable au premier semestre 2008, à l'image de l'investissement productif, tandis que la consommation des administrations accusait une baisse de 2,3 %. Si, malgré ce contexte défavorable, la croissance est restée relativement robuste jusqu'à l'automne, (elle suivait alors un rythme annuel approchant 3 %) c'est à la production industrielle qu'elle le doit (+5,6 %), stimulée par les exportations (+12 %), particulièrement hors zone euro (+30 %),.

La cassure qu'a constitué le déclenchement de la crise financière à l'automne ne manquera pas de se refléter dans les paramètres conjoncturels de la Hongrie pour l'ensemble de l'année 2008. La croissance économique ne devrait pas dépasser 1,9 %, tirée par la production industrielle (+4 %) et les exportations. Plus largement, la conjoncture de la Hongrie, comme de celle des neuf autres nouveaux membres de l'Est de l'UE, continue de dépendre étroitement de celle des pays d'Europe occidentale, nonobstant la diversification géographique récente de ses exportations : une réduction d'un point de croissance dans l'UE entraîne une perte de croissance de 0,5 à 1 point pour l'ensemble de la région, avec un retard d'environ deux trimestres. C'est pourquoi le retournement de conjoncture des principales locomotives de l'Union Européenne sera lourd de conséquence sur la croissance et l'emploi en Hongrie dans les prochains mois. Les prévisions gouvernementales annoncent désormais une baisse du PIB de 1 % pour l'année 2009.

II. - Transformations structurelles

1. - *Compétitivité de l'économie*

Une politique industrielle est-elle possible en Hongrie ? Dans l'affirmative, elle ne pourrait en aucun cas faire l'impasse sur l'extérieur : comme dans d'autres pays d'Europe centrale, la question de la dépendance énergétique a dominé la première partie de l'année 2008 ; les questions de l'attractivité internationale du territoire hongrois et de l'usage des fonds structurels européens continuent de constituer deux autres préoccupations majeures des autorités ; enfin, le système financier hongrois est très fortement relié aux marchés internationaux de capitaux. Ces données structurelles prennent un relief particulier pour apprécier les réponses possibles offertes aux autorités nationales face à la crise financière mondiale.

Avec 66 % de son industrie aux mains d'investisseurs étrangers, la Hongrie peut être considérée comme un hôte libéral pour les capitaux internationaux. Le seul point critiqué par certains observateurs est la protection juridique des actionnaires, considérée comme moins efficace que celle de la plupart des pays voisins.

Depuis la crise énergétique de l'hiver 2006, la Hongrie a redéfini sa politique énergétique. La nouvelle stratégie, votée par le parlement le 13 avril 2008, fixe de nouveaux objectifs en matière d'efficacité énergétique, s'engage dans le développement de ses capacités de

stockage (construction d'un sixième centre stratégique d'une capacité de 1,2 milliards de m³, qui devrait être opérationnel en 2010), programme la diversification de son bouquet énergétique et confirme la participation active de la Hongrie aux projets européens de diversification des infrastructures d'approvisionnement (notamment Nabucco), s'appuyant sur la position de plaque tournante du pays dans le réseau gazier est-européen. Dans le même temps, MOL explore activement avec Exxon un champ gazier découvert récemment sur le territoire hongrois, dont le potentiel est estimé à 500 milliards de m³. Si son exploitation tenait les promesses de l'exploration, les perspectives énergétiques de la Hongrie pourraient en être profondément modifiées. Par ailleurs, depuis le 1^{er} janvier 2008, les 6 distributeurs d'électricité sont en concurrence. Au 1^{er} janvier 2009, ce sera le tour des distributeurs de gaz. Mais la question reste politiquement sensible, la part du gaz dans l'énergie primaire consommée en Hongrie étant de 40 %, celle des importations dans la consommation de gaz, de 80 %, l'essentiel des approvisionnements provenant de Russie.

Les autorités hongroises restent pleinement engagées dans la véritable course aux IDE que se livrent les pays de la région : l'annonce par Daimler AG d'un nouvel investissement de 800 millions d'euros pour une usine de production d'automobiles Mercedes à Kecskemet (le plus gros investissement étranger « greenfield » jamais annoncé en Hongrie), et celle par Volkswagen de la poursuite de son développement en Hongrie sont autant de nouvelles bien accueillies en ces temps difficiles pour l'emploi industriel. Elles ont tempéré la déception liée au retrait du fabricant indien de pneumatiques Apollo Tyres, qui avait annoncé en début d'année son implantation à Gyongyos pour un projet de 200 millions d'euros et d'une capacité de production de 7 millions de pneumatiques par an, mais a finalement reculé devant les craintes d'une partie de la population locale des conséquences environnementales d'une telle implantation. Autre succès, le 18 juillet 2008 Budapest a été choisie comme ville d'implantation de l'Institut Européen d'Innovation et de Technologie (EIT). D'un budget de 308,7 millions d'euros destinés à financer et coordonner les projets européens en matière d'innovation et de recherche développement, l'institut installera ses quartiers généraux à Budapest et sera appelé à essaimer en Europe sous la forme de centre de recherche-développement européens. Sur le site de Budapest, trois communautés d'innovation et de savoirs (KIC) sont projetées pour 2013 : changement climatique, énergie et communication informatique.

Ce projet illustre la place qu'occupent désormais les politiques structurelles européennes en Hongrie : 2013 est la date butoir du troisième programme d'utilisation des fonds structurels européens, qui constitue l'ossature du Plan National de Développement de la Nouvelle Hongrie (2007-2013). Deux tiers des 25,3 milliards d'euros de subventions européennes allouées à la Hongrie proviendront ainsi des fonds structurels, un tiers du fonds de cohésion. Elaborées pour répondre aux objectifs de la stratégie de Lisbonne, les priorités du Plan National concernent la modernisation de la société, le renforcement de la compétitivité, la préservation de l'environnement et la cohésion sociale. Près de 30 % des financements seront consacrés aux infrastructures de transport : une grande partie des 170 000 km de routes et 7500 km de voies ferroviaires n'est pas aux standards européens et souffre de décennies de sous investissement. Le réseau de voies routières express doit passer de moins de 1000 km en 2007 à 3000 km en 2015. Les projets concernent également le développement du réseau fluvial Danube-Maine-Rhône. Les infrastructures de communication sont également au cœur des « partenariats publics privés » (PPP) prônés par la Commission européenne. Ils concernent par exemple le développement d'autoroutes (M6, M43), le développement d'aéroports régionaux, la liaison ferroviaire entre l'aéroport Ferihegy et le centre ville de Budapest, la gare centrale de Budapest, le Stade Ferenc Puskas, les télépéages.

L'utilisation des ressources européennes n'est pas exemple de critiques. Outre les pesanteurs administratives et les risques de corruption liés à l'allocation des subventions, les résultats ne sont pas toujours à la hauteur des espérances : les chiffres de l'Agence Nationale de Développement font apparaître une concentration de l'utilisation des subventions européennes sur les plus grandes entreprises et la région capitale, concentration préoccupante s'agissant de fonds destinés à maintenir la cohésion territoriale et économique à l'intérieur de l'Union. Durant le premier Plan National (2004-2006), les arrondissements de Budapest et Pest ont reçu 30,6 % des subventions, alors qu'ils comptent déjà pour près de la moitié du PIB. Durant les premières années du plan actuel, la situation ne s'est que marginalement améliorée. Les principales raisons en sont le manque de qualifications administratives dans les régions en retard pour présenter leur candidature et les difficultés à obtenir les garanties bancaires nécessaires pour le bouclage financier des projets. Ainsi, dans les projets de développement de jeunes entreprises, les candidats, essentiellement des petites et moyennes entreprises, ne parviennent pas à rassembler les 60 à 70 % de capitaux propres nécessaires à la qualification du projet d'investissement.

Ceci pose la question du degré de développement actuel du système financier. Composante essentielle de la nouvelle économie hongroise, il doit désormais faire à une tourmente mondiale sans précédent. Dans quel état aborde-t-il les difficiles années à venir ? Le secteur privé est caractérisé par plusieurs éléments de fragilité structurelle :

- Le ratio des prêts domestiques aux dépôts domestiques est l'un des plus élevés de la zone UE-10 (134 % en moyenne sur la période 2005-2008), ce qui implique une plus grande dépendance de l'économie envers l'emprunt à l'étranger.
- Le financement des banques hongroises est assuré, pour une part significative, par des établissements étrangers qui ne sont pas leurs maisons-mères, et sont donc davantage sujettes que ces dernières à des décisions imposées par une vision de court terme.
- L'endettement des ménages hongrois en devises étrangères est conséquent, ce qui les expose à des variations négatives de change.
- Le système bancaire présente également quelques fragilités, notamment en ce qui concerne la gestion du risque des banques résidentes et la coordination des autorités monétaires hongroises et étrangères en matière de protection financière, ainsi que l'avait fait remarquer le FMI dans son rapport de consultation d'avril 2008

Si l'on cumule les emprunts bancaires, la dette publique détenue par des non résidents (soit un tiers du total) et les investissements directs étrangers, le montant des engagements internationaux de la Hongrie avoisine 100 % du PIB. En outre, la dette publique (66 % du PIB d'après Eurostat) et l'endettement externe de la Hongrie (100 % du PIB en valeur brute selon le FMI) sont les plus élevés parmi les nouveaux membres de l'Union Européenne. On peut objecter que la partie exigible à court terme de la dette extérieure hongroise est pratiquement couverte par les réserves en devises de la banque centrale. Néanmoins, les *spreads* sur les obligations d'Etat à 10 ans émis en monnaie locale sont aussi élevés en Hongrie qu'en Roumanie. Cette « prime de risque » subie par le gouvernement hongrois représente une contrainte structurelle pesant sur sa politique de financement ; elle a été confirmée par les difficultés de financement particulières rencontrées par la Hongrie depuis le déclenchement de la crise financière internationale.

2. - Situation sociale

Le marché du travail et le système de protection sociale connaissent des évolutions significatives et seront touchés par les conséquences de la crise mondiale. Si le volume

global de l'emploi est resté à peu près constant depuis 2004, le premier trimestre 2008 n'a pas été favorable, avec une chute de 0,5 % (soit une destruction de 20 000 postes), faisant bondir le taux de chômage de 0,5 points. Il est très probable que cette tendance se confirmera dans les mois qui viennent. Dans le cadre des restructurations toujours en cours, l'emploi dans les entreprises industrielles de plus de cinq salariés diminue régulièrement depuis quatre ans. Dans ce contexte, et compte tenu de la poussée inflationniste du début d'année, l'évolution des salaires réels restera fortement contrainte dans les prochains mois.

Plus largement, la participation de la population à l'activité économique pose un problème structurel en Hongrie : le taux d'emploi, calculé sur les 15-64 ans, est l'un des plus faibles d'Europe (il n'est supérieur qu'à ceux de Malte, Pologne et Croatie), et ne progresse que lentement depuis 2000. En 2007, le programme de rigueur, en limitant la croissance et en réduisant les effectifs de la fonction publique, a entraîné une contraction absolue de l'emploi disponible (- 25 000 postes, ce qui représente la seule diminution dans toute la zone centre et est-européenne). Seul le secteur privé a créé des emplois ; encore faut-il mentionner qu'une partie de cette création est de nature statistique, traduisant la légalisation d'activités auparavant non déclarées.

Cette faible participation de la population à la production a des répercussions sur le système de protection sociale dont les retraites constituent le premier poste de dépenses. Le total des dépenses sociales représentait 21,4 % du PIB en 2005 selon les calculs d'Eurostat, soit le pourcentage le plus élevé, avec la Slovénie, de l'Europe centrale et orientale. Malgré l'introduction de dispositifs d'incitation à la prolongation de l'activité, qui ont été renforcés en 2006, le système de retraites n'a pas été profondément remanié et laisse ouverte la possibilité de départs anticipés. A l'avenir, la faiblesse du taux de natalité ainsi que l'augmentation de l'espérance de vie contribueront à accroître rapidement le taux de dépendance (le rapport des plus de 65 ans sur les 15-64 ans), en Hongrie comme dans tous les pays occidentaux. En écho aux préconisations du FMI sur l'augmentation de l'âge de départ à la retraite, le gouvernement a annoncé son intention de supprimer les incitations aux départs anticipés à l'horizon 2013.

Le système de santé est le deuxième pilier de la sécurité sociale en Hongrie. Des dissensions importantes se sont fait jour au sein du gouvernement lors de la discussion du projet de loi sur la réforme du système de santé. C'est pourtant ce projet qui avait porté en 2006 l'accord de gouvernement entre les socialistes (MSZP) et les libéraux (SZDSZ) conduisant au « Plan de convergence 2006-2011 ». Le texte, répondant à certaines préconisations du FMI, prévoyait une privatisation partielle de la sécurité sociale en créant, en lieu et place du système existant, un réseau de 22 caisses régionales dont 49 % du capital pourraient être détenus par des organismes privés. Le MSZP rejetait le caractère radical de cette réorganisation et prônait une transformation plus progressive du système tout en plaidant pour des contrôles rigoureux sur les critères d'accès aux prestations en pointant les économies déjà réalisées grâce au renforcement des contrôles (240 millions d'euros en 2007).

Une deuxième difficulté politique a surgi à propos de l'introduction de droits d'inscriptions à l'université (*stipendium*), l'instauration d'un ticket modérateur lors d'une visite chez un médecin et lors d'une hospitalisation (environ 1,2 euros pour la première, 4,8 euros pour la deuxième) : sur ces trois questions, l'opposition, comptant sur l'impopularité du gouvernement, a obtenu l'organisation d'un référendum d'initiative populaire qui s'est tenu le 9 mars 2008. La participation au référendum et son résultat ont signé la victoire du FIDESZ, principal parti de l'opposition, et un désaveu partiel pour la coalition gouvernementale et son programme d'austérité. Toutefois, le programme lui-même n'était pas fondamentalement

remis en cause, même si l'annulation des mesures concernées représentait un manque à gagner de 80 millions d'euros pour les hôpitaux et les universités. Pour déjouer la menace d'un second référendum sur la loi de février 2008 portant sur la participation de sociétés privées au capital des caisses régionales d'assurance maladie, le Premier Ministre, M. Ferenc Gyurcsany, a pris l'initiative d'exclure du texte les dispositions concernant le secteur privé et de démettre de ses fonctions le Ministre de la Santé, Madame Agnès Horvath. En réponse, le SZDSZ, parti de la ministre démissionnée, a retiré ses membres du gouvernement de coalition, provoquant une crise politique puisqu'il manque 4 sièges au MSZP pour être majoritaire au parlement. Mais les vicissitudes internes du parti social libéral (SZDSZ) l'ont rendu encore moins populaire que le parti socialiste : il ne représentait plus que 2 % des intentions de vote en avril 2008 (contre 13 % pour le MSZP en décembre 2007). Le nouveau gouvernement de Ferenc Gyurcsany ne repose donc plus que sur le MSZP et devait composer avec son ancien allié, désormais dirigé par une personnalité de consensus, M. Gabor Fondor, ancien ministre de l'environnement de la coalition, pour le vote des lois essentielles de 2008, dont le projet de loi de finances 2009.

Dans les conditions actuelles, l'adoption des mesures prévues dans le cadre de l'accord de crédit stand by avec le FMI maintiendra le cap du plan de convergence. Un consensus semble donc se constituer, parmi les responsables de la coalition, pour faire rentrer durablement la Hongrie dans le rang des nations vertueuses du point de vue fiscal, au risque d'y perdre les élections. Toutefois, si les conséquences de la crise actuelle sur la situation sociale devaient s'avérer plus sévères que prévu, il n'est pas impossible que le plan de rigueur budgétaire actuellement défendu par les autorités ne finisse par devenir, à son tour, difficile à tenir.

III. Principaux indicateurs économiques

Tableau 1 - Evolution annuelle des principaux agrégats
(variation en % par rapport à l'année précédente sauf mention contraire)

	2003	2004	2005	2006	2007(e)	2008 (p)
PIB	4,4	4,8	4,1	3,9	1,3	1,9
PIB per capita en % du PIB de l'UE à 27 (PPA)	-	63	64	65	64	64
Production industrielle	6,4	7,4	7,0	9,9	8,1	4
Formation brute de capital fixe	2,2	7,6	5,3	-2,5	0,1	0
Consommation des ménages	8,3	2,8	3,6	1,9	-1,9	1
Prix à la consommation	4,7	6,8	3,6	3,9	8,0	6,6
Salaire réel moyen	9,2	-1,0	6,3	3,5	-4,8	-0,6*
Solde des administrations publiques, % PIB	-7,2	-6,4	-7,8	-9,3	-5,5	-3,3
Dettes publiques en % du PIB	-	59,4	61,6	65,6	66	-
Emploi total sur base enquêtes emploi	1,3	-0,5	0,0	0,7	-0,1	-0,5*
Taux de chômage (% de la population active)						
- chômeurs enregistrés en fin d'année	8,3	9,1	9,3	9,1	10,1	10,5*
- moyenne annuelle sur base enquêtes emploi	5,9	*6,1	7,2	7,5	7,4	7,8

Sources : *WIW* ;
(e) : estimations ; (p) prévisions ; * 1^{er} trimestre

Tableau 2 – Balances extérieures, réserves, endettement
(variations en % par rapport à l'année précédente sauf mention contraire)

	2003	2004	2005	2006	2007(e)	2008(p)
Exportations de marchandises	6,2	15,7	12,8	15,3	16,1	12,4
Importations de marchandises	9,3	14,1	9,1	13,9	13,0	11,5
Balance commerciale (millions d'euros)		-2453	-1490	-922	1432	2300

Balance courante (millions d'euros)	-5933	-6915,5	-6013,4	-5445,6	-5060	-4900
Balance courante (en % du PIB)	-7,9	-8,4	-6,8	-6,0	-5,0	-4,5/ -6,2(FMI)
Réserves totales, or exclu (millions d'euros)	10108	11670,9	15678,4	16349,2	16329,7	16756,8*
Dettes extérieures brutes (milliards d'euros)	46,04	55,15	66,61	81,46	97,45	-
Dettes extérieures brutes (% du PIB)	-	65,5	76,4	86,4	97,2	106,4(FMI)
Flux d'IDE entrants (millions d'euros)	-	3633	6172	5428	4049	4000
Flux d'IDE sortants (millions d'euros)	-	892	1777	2923	3004	1500

Sources : WIIW ;

(e) : estimations ; (p) prévisions ; * 1^{er} trimestre